

# LE TRAVAILLEUR ALPIN

FÉV 2014

N°230

ÉDITÉ PAR LA FÉDÉRATION DE L'ISÈRE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

**ÉLECTIONS MUNICIPALES**  
DES ENJEUX MAJEURS POUR LA POPULATION. PAGES 4-5-6



# PACTE DE RESPONSABILITÉ C'EST TOUT «BÉNÉF» POUR LE MEDEF !



## LES RENCONTRES DU TRAVAILLEUR ALPIN

AGGLOMÉRATION GRENOBLOISE  
POUR LA GRATUITÉ DES TRANSPORTS  
PUBLICS, OUVRONS LE DÉBAT !

Infos : 04 76 87 70 61 **VENDREDI 21 FÉVRIER • 18H15**

**SALLE EDMOND VIGNE • FONTAINE**

## Pacte de solidarité contre l'austérité

**SERGE BENITO**

secrétaire de la section de Grenoble  
et membre de la direction du PCF 38



La conférence de presse de F. Hollande a marqué une accélération de la dérive libérale. Malgré l'échec des politiques d'austérité partout en Europe et en France, le pouvoir assume l'abandon des promesses et des idées de progrès et de changement au profit des marchés financiers. Le président fait miroiter une baisse hypothétique du chômage pour justifier une politique profondément réactionnaire, le pacte de responsabilité est un véritable marché de dupes. Comment croire que le MEDEF va créer un million d'emplois en contrepartie d'un cadeau de trente milliards d'euros, depuis quinze ans il a encaissé deux cents milliards d'exonérations, de subventions, plus les vingt milliards du CICE avec le résultat que l'on sait ? Cette manne financière ira alimenter les gros actionnaires du CAC 40. Salariés, citoyens, fonctionnaires, collectivités locales vont subir une austérité renforcée. Le désengagement des entreprises du financement de la politique familiale va saper les fondements de la protection sociale. Avec la capitulation du PS et des Verts face au capital, le PCF et le FDG se trouvent placés devant des responsabilités nouvelles. Nous devons incarner une force d'alternative ouverte afin de redonner l'espoir, la confiance, l'envie de s'engager pour une autre politique. Pierre LAURENT a lancé un appel à tous les militants et sympathisants de gauche, aux militants syndicalistes, associatifs, aux citoyens, pour qu'ils constituent un rassemblement d'idées, de luttes, de votes afin de construire un pacte de solidarité capable de transformer la politique, la société par et pour la réponse aux attentes populaires.



Mensuel édité par la fédération de l'Isère du PCF, créé en 1928  
Directeur de la publication : Gérard Frydman  
Rédacteur en chef : Max Blanchard  
Comité de rédaction : Max Blanchard - Gérard Frydman - Jean-Claude Lamarche - Françoise Parisel - Laurence Remy

Site Internet : [www.38.pcf.fr](http://www.38.pcf.fr)

Maquette & mise en page : Patrice Campana  
Commission paritaire : 0905 P11377  
ISSN 1247-6153 - Publicité : Tél. 04 76 87 67 50  
Impression : RC Grenoble 56b 161 - Prix : 2,00 €  
20, rue Émile Gueymard 38000 Grenoble  
Tél. 04 76 87 70 61 - Télécopie 04 76 87 86 79

# PARTOUT LES COMMUNISTES DANS LA RÉSISTANCE

Concurrence déloyale penseront certains : les vœux de la Fédération du PCF étaient présentés le jour de la 3<sup>e</sup> conférence de presse du Président de la République ! L'occasion cependant d'une réponse immédiate aux choix présidentiels.

C'est accompagné d'Anne-Sophie Di Giovanni, secrétaire départementale de la JC, que Jérôme Marcuccini a accueilli les nombreux participants à cette réception, où se mêlaient dans une joyeuse fraternité élus, militants syndicaux, associatifs et politiques de notre département\*, saluant chaleureusement la présence de René Proby obligé de se retirer de ses activités pour raisons de santé.

### RASSEMBLER

D'emblée, le cadre est posé, le secrétaire de la Fédération du PCF souhaitant « bonne chance à la gauche, sachant que les communistes continueront d'œuvrer à son rassemblement »... « Bonne fortune au Front de gauche afin qu'il soit de nouveau pleinement rassemblé pour les européennes »... et à chacun des présents « La meilleure énergie dans les luttes à venir, notamment pour conserver des municipalités de résistance. »

### SOLIDARITÉ

Rappelant le contexte international de 2013, il évoquait le sort de la Palestine, du leader politique Marwan Barghouti, dont la libération est plus que jamais une exigence ; de la Syrie « qui s'enlise dans une guerre atroce » ; du peuple Kurde, « toujours en lutte pour son autonomie ». Rendant hommage à Nelson Mandela, récemment disparu, il notait : « nous ne saurions mieux lui rendre hommage qu'en perpétuant son héritage de lutte et son esprit de rassemblement. » Une motivation pour la soirée du 21 janvier organisée sous l'égide de la JC, comme annoncé par Anne-Sophie en prologue.

### HUMANISME

Ouvrant sur 2014, il en soulignait deux centennaires : celui de la Grande guerre « qui ne fut pas celle du droit, mais celle des affrontements et des rivalités nationalistes et impérialistes qui n'avaient rien à voir avec les intérêts du peuple... où les grandes puissances impérialistes se sont affrontées pour des parts du gâteau colonial... » ; celui de la mort de Jean Jaurès, « le fondateur de notre journal l'Humanité, qui fut un ardent opposant à la guerre. » Et d'en conclure que « cent ans après, le combat con-

tre le nationalisme et l'extrême-droite, pour la solidarité internationale, demeurent d'une actualité brûlante. »

Le danger est palpable. Les dérives racistes et antisémites se multiplient : « leurs actes et propos s'expriment d'autant plus ouvertement dans notre pays que le Front national bénéficie d'une promotion médiatique indécente après s'être trouvé des relais idéologiques jusque dans le camp de ceux qui devraient être républicains ». Cela ne saurait être toléré, c'est pourquoi le PCF a proposé de déclarer la lutte contre le racisme « Grande cause nationale en 2014 ».

### NE PAS SE RÉSIGNER

Pour Jérôme Marcuccini, « il est grand temps de libérer la société de tous ces maux ». Malheureusement François Hollande n'en a pas fait allusion lors de ses vœux. « Il n'a en fait témoigné d'aucune sensibilité réelle aux difficultés des Français... Pire, il confirme qu'il persévère et ne changera rien de cette politique qui échoue depuis plus de 20 ans ! » Dressant le bilan de ces derniers mois, il dénonce l'enrichissement des plus riches et l'appauvrissement des plus pauvres, la multiplication des hausses en tous genres, telle celle de la TVA dont F. Hollande disait qu'avec N. Sarkozy ça aurait été pire. « La belle affaire », s'indigne Jérôme, « pour soigner la gangrène il nous aurait fallu un chirurgien, mais nous avons échangé un boucher contre un anesthésiste. Vous me direz, au moins l'un est docteur ! »

Et de déplorer que la finance ne soit plus l'ennemi du gouvernement, mais l'allié indispensable à sa politique d'accompagnement de la régression sociale. « Tout cela est désolant, concède-t-il, mais il n'est pas question de se résigner », aussi « changer le rapport des forces est la condition du changement et les chemins citoyens qui y conduisent sont multiples. »

### AGIR AU PRÉSENT

Plusieurs chantiers ont été ouverts en ce sens. Il cite la campagne contre le coût du capital, « qui plombe les entreprises, qui ponctionne les richesses produites par le travail » ; la conduite « jusqu'au printemps prochain des États-généraux de la justice fiscale » ; l'action pour « la gratuité, que

# COMMUNISTES SONT ENGAGÉS CONTRE L'AUSTRÉRITÉ

ce soit celle de l'eau ou celle des transports urbains ». Il développe particulièrement ce dernier thème, « un outil de redistribution directe de 700 euros par famille et par an, de rationalisation économique divisant par 4 le coût par passager transporté... »

## ECHÉANCES

Mais 2014 est aussi l'année d'échéances électorales, « dont les municipales représenteront incontestablement un enjeu politique majeur ». Il précise : « Dans cet enjeu, nous sommes résolument engagés dans une démarche globale et durable de rassemblement majoritaire contre l'austérité, indispensable pour faire reculer dans tous les domaines les politiques

libérales et pour rendre possible un changement de politique nationale ». Et dans cette perspective, il « engage celles et ceux qui préfèrent diviser la Gauche afin de servir leur volonté de carrière politique, qui divisent jusqu'à leur propre parti -par exemple à St-Martin d'Hères, Fontaine ou Echirolles- à méditer longuement la responsabilité qu'ils prennent devant nos concitoyens. »

« Partout », rappelle-t-il, « les communistes sont engagés dans la résistance à l'austérité et nos communes sont l'échelon inévitable de ce combat quotidien. »

Autre échéance, les élections européennes. « C'est notamment autour de l'idée d'une union des nations et des peuples souverains que nous ferons

campagne. Une proposition qui tranche singulièrement avec l'attitude autoritaire de la commission européenne et du Conseil qui, de plus en plus, s'immiscent, comme avec le traité d'austérité, dans la souveraineté des peuples. » Il est à souligner que le Front de gauche sera la seule formation organisée à proposer clairement un projet d'alternative ainsi que les innovations politiques nécessaires à cette refondation de l'Union. ■ MB

\* Parmi lesquels Gérard Beck (PAG), Frédéric Vergez (MRC), Jérôme Safar (1er adjoint PS de Grenoble) ou Stéphane Gemmani (Cap 21).



**LE TRAVAILLEUR  
ALPIN**  
2014  
SORTIE PAR LA FÉDÉRATION DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Chèque à libeller  
et à envoyer au :

**TRAVAILLEUR ALPIN**  
20, rue Émile Gueymard  
BP1503  
38025 Grenoble  
Cedex 1

## A B O N N E M E N T

JE SOUHAITE M'ABONNER, OU EN FAIRE BÉNÉFICIER UN(E) AMI(E)

ABONNEMENT ANNUEL: 23,40 € ABONNEMENT SOUSCRIPTION À PARTIR DE: 42,00 €

NOM:  PRÉNOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL:  COMMUNE:

TÉL:  EMAIL:

# MUNICIPALES, DES ENJEUX MAJEURS POUR LES POPULATIONS

Au niveau national des candidat(e)s du PCF dans 95% des villes de plus de 20000 habitants, la moitié avec le PS, 40 % avec le Front de gauche. A l'heure où les collectivités sont la cible du gouvernement, quelle que soit la configuration des listes comme le témoigne le Travailleur Alpin de janvier la même volonté affichée par les communistes, faire des points de résistance aux politiques d'austérité et des territoires de solidarité, en s'appuyant sur les besoins populaires. Faire barrage à la droite et l'extrême droite est partout la règle. Après des mois de tension avec le PG, le climat s'est détendu suite à la rencontre nationale entre le PCF et le PG de janvier, sans avoir réglé à ce jour la question de l'utilisation du logo du FDG pour ces municipales. Après le panorama isérois dans le Travailleur Alpin de janvier, nous focalisons en février sur l'agglomération Grenobloise. Les trois têtes de listes des villes à direction communiste s'expriment : Renzo Sulli, Echirolles, David Queiros, Saint-Martin-d'Hères et Jean-Paul Trovero, Fontaine. Pour Grenoble, Jérôme Safar, Parti Socialiste, qui conduit une liste d'union où figurent les communistes et Patrice Voir leur chef de file, expriment le sens de leur choix pour la capitale des Alpes. **GF**

## « FONTAINE AU CŒUR »

### LA DYNAMIQUE EST BELLE ET BIEN PRÉSENTE



C'est dans une Salle Edmond Vigne à Fontaine pleine à craquer que le 15 Janvier Jean Paul Trovero, PCF, et les candidat(e)s de la liste Fontaine au cœur présentaient leurs vœux, appuyés par Yannick Boulard et Yves Contreras. Après que les candidat(e)s se soient exprimés sur le sens de leur engagements aux cotés de la tête de liste, Jean Paul Trovero fait le constat de la situation locale avec six voir sept listes en présence, trois ou quatre à gauche, trois à droite et extrême droite. Jean Paul Trovero informe qu'il a été proposé

aux autres formations de gauche de rejoindre sa liste. Les écologistes ont fait le choix de partir seuls au premier tour, même s'ils reconnaissent qu'il n'y a pas de ligne de fracture politique au regard du bilan de l'actuelle majorité. La section socialiste de Fontaine, n'a pas jugé bon de répondre à notre sollicitation, par contre dit-il, nous accueillons avec un réel plaisir nos camarades et amis du Parti de Gauche et tous les socialistes qui ne se reconnaissent pas dans la politique d'austérité de l'actuel gouvernement. Pour Jean Paul Trovero cette campagne des

municipales ne doit pas être un combat entre les composantes de gauche dont les militantes et militants portent les mêmes valeurs de Justice Sociale, de Fraternité et de Démocratie sans nier l'existence au niveau national des fractures importantes, notamment la lutte contre l'austérité ou encore ces monstres, antidémocratiques qui éloignent les citoyens des lieux de décisions que sont les métropoles. Mais l'adversaire dans cette campagne des municipales c'est avant tout la droite et l'extrême droite. La multiplication des listes à gauche est facteur de danger. Les priorités développées avec précision pour le prochain mandat portent sur l'innovation sociale, le service public et le personnel communal, la démocratie participative, l'éducation sport et culture, lutte contre les discriminations, l'insécurité, l'environnement, l'emploi, la jeunesse, l'aide à la vie associative. Fier de l'histoire, du bilan, de décennies de gestion municipale au service de la population Fontainoise Jean Pierre Trovero affirme haut et fort « je ne serai jamais assez trop reconnaissant vis à vis de nos aînés, celles et ceux qui ont fait évoluer cette ville avec leur travail et leur intelligence. Parmi ceux qui y ont contribué, Louis Maisonnat, Yannick Boulard et Yves Contreras que je tiens à saluer ». En conclusion, un appel à la mobilisation en invitant l'assistance d'engager le débat avec la population pour gagner. Un appel entendu au regard de l'enthousiasme des participants. **GF**

## UN LARGE RASSEMBLEMENT AUTOUR DE LA LISTE « VIVRE ÉCHIROLLES », CONDUITE PAR RENZO SULLI

L'échéance se rapproche et candidat-es, militant-es, citoyen-nes sont investi-es sur le terrain pour mener une campagne dynamique, de proximité et à l'écoute des habitant-es. Cette campagne rassembleuse est à l'image de la diversité de la liste « Vivre Échirolles », dont j'ai la responsabilité. Elle rassemble le PCF, le PG et le RNG pour le Front de gauche, ainsi que le PS, qui a récemment reçu l'investiture de ses instances nationales, République laïque et sociale, le MRC, le Parti radical de gauche, Génération écologie mais aussi des échirollois-es issu-es de la société civile et du monde associatif. Depuis septembre, nous avons beaucoup travaillé avec l'ensemble des composantes, mais aussi avec les citoyennes, à l'occasion de plusieurs temps de rencontres, qu'il s'agisse de réunions publiques ou chez les habitant-es, sans oublier un questionnaire, pour lequel nous avons eu près de 200 réponses. A partir de ces temps d'échanges, nous avons pu élaborer notre projet municipal pour 2014 /2020 autour de 4 axes : les proximités et les solidarités, pour améliorer l'efficacité des services publics, donner un nouveau souffle à la participation habitante, ou encore, améliorer l'accès à la santé / poursuivre le développement de notre Ville, en lien avec les questions d'emploi, d'accès au logement, de transports, ou encore de développement durable / une attention particulière portée à notre jeunesse, sans oublier nos ancien-nes, au travers notamment des logements intergénéra-

tionnels, ou encore la petite enfance, tout en favorisant l'accessibilité / un cadre de vie agréable et animé, par une offre culturelle et sportive historiquement de haute qualité, que nous continuerons à promouvoir, mais aussi par un renforcement des effectifs de la Police Municipale pour améliorer la Tranquillité Publique, et avec un accent fort sur la Prévention dont les missions seront confortées sur l'ensemble de la ville. Cependant, pour la première fois, ces élections municipales seront aussi l'occasion de choisir nos conseiller-es communautaires. C'est un choix

important car demain, lorsque la Métropole sera mise en place au 1er janvier 2015, nous devons porter plus fortement encore l'exigence d'une intercommunalité solidaire, citoyenne et durable, dans l'intérêt de notre ville et de ses habitant-es. Pour suivre la campagne en direct, je vous invite à visiter notre site Internet [vivre-echirolles.fr](http://vivre-echirolles.fr) ou à nous rejoindre sur les réseaux sociaux, [www.facebook.com/vivre.echirolles](http://www.facebook.com/vivre.echirolles).

**RENZO SULLI,**  
MAIRE D'ÉCHIROLLES,  
TÊTE DE LISTE « VIVRE ÉCHIROLLES »



## SAINT MARTIN D'HÈRES : UNE VILLE DYNAMIQUE ET ENGAGÉE



J'ai annoncé ma volonté de conduire une liste de rassemblement des forces de gauche. Cette décision, je l'ai prise avec enthousiasme et sens des responsabilités et avec le soutien de René Proby, maire depuis 15 ans, que je remercie sincèrement. Je tiens également à re-

mercier José Arias, ancien premier adjoint, qui a accepté d'être le président de mon Comité de soutien. Mon engagement est le fruit de plusieurs années d'investissement et de passion pour ma ville. Militant du parti communiste français, j'intègre la liste conduite par Jo Blanchon en 1995 puis, René Proby, devenu maire, me confie un poste d'adjoint. Travaillant sur les questions de la jeunesse, du sport, de l'habitat, des finances, de l'aménagement-urbanisme, et de la prévention-sécurité, je succède à José Arias au poste de 1er adjoint.

Grâce aux actions menées par l'équipe municipale en faveur du développement urbain et social, Saint-Martin-d'Hères, 2ème ville du département, bénéficie aujourd'hui d'un environnement et d'une qualité de vie reconnus. Aussi, toutes les politiques conduites s'inscrivent en faveur du développement durable. La gestion dynamique et ambitieuse de notre budget a également permis la réalisation de projets et d'événements marquants malgré un contexte de crise et de diminution des ressources des collectivités locales. Les services publics communaux de qualité, la participation citoyenne, les entre-

prises et les emplois sont notre richesse. Quant à l'intercommunalité, elle doit être source de coopération et de solidarité. Saint-Martin-d'Hères jouera un rôle crucial. Il s'agira toutefois qu'elle soit reconnue à sa juste valeur. Pour cela, je m'impliquerai avec mon équipe pour défendre des dossiers d'envergure : prolongement de la ligne D du tram, Programme Local de l'Habitat, concrétisation de Neyrpic, synergie de la zone des Glairons avec le Domaine universitaire et notamment le PILSI (Pôle International pour les Logiciels et Systèmes Intelligents), et une piscine intercommunale. Depuis la Libération, l'union de la gauche à Saint-Martin-d'Hères a démontré son efficacité et son engagement à conduire durablement des politiques municipales en faveur de tous. Pour cette raison, nous devons rester mobilisés et organiser le rassemblement à gauche avec des acteurs locaux afin que Saint-Martin-d'Hères continue d'être une ville dynamique, engagée, proche de ses habitants, et résolument tournée vers l'avenir.

**DAVID QUEIROS**  
TÊTE DE LISTE DU RASSEMBLEMENT À GAUCHE  
AVEC LE SOUTIEN DE RENÉ PROBY ET JOSÉ ARIAS

## GRENOBLE, LA PRÉSENCE DES COMMUNISTES SERA DES POINTS D'APPUI POUR AMÉLIORER LA VIE



Depuis 1995, les élu-es communistes ont contribué, dans la majorité de gauche, à rendre notre ville à nouveau attractive et rayonnante, à redévelopper le service public de proximité, à rattraper le retard en matière de logements publics, tout en redressant

les finances de la Ville.

Le bilan est apprécié positivement par les Grenoblois-es et nous y avons pris toute notre part.

Il nous faut avant tout contrer les ambitions revanchardes de la droite et de l'extrême droite avec leur volonté d'imposer une austérité aggravée. Et pour cela, construire le rassemblement le plus large à gauche était nécessaire.

Après le temps des choix, vient celui de la bataille dans lequel nous entrons animés d'un esprit de conquête. Nous voulons pour Grenoble l'Humain d'abord, la solidarité, la démocratie. Nous voulons à la tête de cette ville, non seulement une majorité de gauche, mais nous comptons renforcer sensiblement la présence des communistes qui seront autant de points d'appui pour améliorer la vie, pour des luttes et des résistances pour que la gauche se ressaisisse dans la période à venir. Nous engageons par exemple dès maintenant, dans la période pré-électorale, une campagne pour la gratuité des transports publics dans l'agglomération. L'enjeu est très fort au moment où le gouvernement prétend imposer un recul des dépenses publiques de 50 milliards et fait des collectivités locales une de ses cibles priori-

taires. Nous nous engageons pour le maintien de politiques publiques ambitieuses. Nos maîtres mots : service public de proximité avec du personnel qualifié et sous statut, justice et solidarité, innovation et développement, ville pour tous, démocratie avec tous.

La bataille va être rude et l'utilité des élu-es communistes se déploiera aussi face à la future métropole. Ils seront ceux qui informent sur le véritable risque : organiser les territoires au service de la « compétitivité ». Ils feront la clarté sur les ordonnances, les conséquences néfastes de cette « rationalisation » d'actions et de services publics locaux, de réponses aux besoins. Face à une gouvernance technocratique éloignée des citoyens, ils montreront que, pour que cela fonctionne mieux, il faut que le peuple prenne sa place, prenne du pouvoir et le pouvoir, pour reconquérir une souveraineté à tous les niveaux.

Les Grenoblois-es ont besoin d'élu-es qui continuent à porter haut et fort le drapeau des services publics, de l'égalité, de la dignité, de la réussite pour tous, de développement durable, de bouclier et d'efficacité sociale.

■ PATRICE VOIR

CHEF DE FILE DES CANDIDAT(E)S DU PCF À GRENOBLE

## AIMER GRENOBLE POUR VOUS, AVEC JÉRÔME SAFAR

Candidat aux élections municipales à Grenoble, j'ai l'honneur de porter cette candidature, autour **du rassemblement de gauche le plus large à Grenoble** au premier tour.

En effet, le Parti Socialiste, le Parti Communiste Français, GO Citoyenneté, les écologistes de Cap21 et du Rassemblement citoyen, le Mouvement Républicain et Citoyen, le Parti Radical de Gauche, Génération Ecologie ainsi que des personnalités de la société civile ont décidé d'une union de progrès avec la liste « Aimer Grenoble, pour vous » **pour porter nos valeurs, celles du logement pour tous, de l'égalité réelle, de la solidarité, de l'emploi, de l'éducation, de la culture...**

Depuis 1995, grâce à l'action de la Municipalité, notre ville a considérablement changé : elle a redressé une image ternie par les affaires, repris la marche en avant du développement économique générateur d'emplois, renforcé ses solidarités, initié de nouvelles politiques environnementales, démocratiques, urbaines. Tous les quartiers de Grenoble, tous les secteurs de la vie municipale ont été concernés par cette dynamique de changement. Notre ville est devenue attractive et rayonnante, fidèle à sa tradition d'innovation sociale et citoyenne.

Nous avons maintenant la responsabilité de construire ensemble l'avenir de notre ville, à partir des besoins exprimés par les Grenoblois. Cette ambition se fonde sur des réalisations

concrètes et l'expérience d'une gestion municipale qui a démontré, malgré la crise, qu'elle pouvait concilier la protection des plus fragiles et le soutien au développement économique, la gestion budgétaire rigoureuse et le maintien du service public, le renouvellement urbain et l'embellissement de la ville.

**Nous avons le devoir de faire gagner la Gauche et ses valeurs face à une droite toujours plus dure, qui continue à mettre en avant les affaires du passé, et qui n'en**

**finit plus de rompre les digues avec l'extrême droite.**

**Grenoble se doit de porter haut et fort les valeurs que nous défendons collectivement pour que l'humain reste au centre de nos priorités.**

**Ensemble, faisons gagner la gauche pour faire gagner Grenoble et ses habitants et écrivons une nouvelle page de la belle histoire de notre Ville.**

■ JÉRÔME SAFAR, AIMER GRENOBLE POUR VOUS



## GRATUITÉ DES TRANSPORTS « **LIBERTÉ, ÉGALITÉ, GRATUITÉ** » SUR LE MODÈLE DU PAYS D'AUBAGNE

La communauté d'agglomération du pays d'Aubagne et de l'étoile a instauré la gratuité des transports publics pour tous depuis le 15 mai 2009, dans une visée écologique et sociale et à la suite d'autres villes moyennes. Aucun justificatif n'est demandé lors de l'entrée dans les bus.



Pour la municipalité, il s'agit, avec la gratuité des transports, de créer une rupture avec tout ce qui existait précédemment et de modifier en profondeur le comportement des personnes. L'objectif est à la fois écologique en

diminuant le trafic automobile, et donc la pollution liée entre autres au CO2, mais aussi social, en réduisant le budget transport des familles. Alors que la billetterie rapportait 710 000 euros, la hausse de la contribution des entreprises aux infrastructures de transports rapport 5 millions d'euros supplémentaires. La gratuité est financée intégralement par le versement transport des entreprises, sans aucune augmentation des impôts locaux. Dans les territoires de plus de 10 000 habitants, les collectivités perçoivent une contribution des entreprises de plus de 9 salariés, celle-ci est assise sur un pourcentage de la masse salariale : 0,6 % pour les collectivités de moins de 100 000 habitants, 1,05 % jusqu'à 400 000, 1,8 % au-delà. Et quand le réseau compte des transports en site propre, comme le tramway ou le métro, le taux de 1,8 % s'applique, quel que soit le niveau de population. En un an seulement on atteint les 100 % de progression de fréquentation, et celle-ci n'a cessé de se poursuivre, 174% de voyageurs supplémentaires aujourd'hui.

**Avec le même investissement, on transporte deux fois plus de passagers.**

C'est ce que nous appelons de nouveaux critères de gestion de l'argent public. Contrairement à ce que certains craignaient, les bus ne sont pas dégradés du fait de la gratuité. Les chauffeurs peuvent se concentrer sur la conduite des bus et sont satisfaits de ne plus avoir à faire la police et de ne plus contrôler les passagers, ce qui était en soi source de conflits. Par ailleurs, l'augmentation de la fréquentation des bus procure un sentiment de sécurité aux passagers. La gratuité des transports, c'est aussi une redistribution du pouvoir d'achat pour les familles, soit près de 600 à 700 euros par an pour une famille de 4 personnes qui prennent deux fois par jour les transports (sur la base des tarifs aubagnais avant la gratuité). C'est l'économie de la deuxième voiture pour de nombreux foyers, soit 5200 euros d'économie. La gratuité abolit la loi du marché, elle permet de ne plus faire la distinction entre les riches et les pauvres en attribuant le même avantage ; la gratuité évite de contrôler et de mettre en évidence la hiérarchie des positions sociales. En cela, elle n'est pas une gratuité d'accompagnement pour les plus pauvres, elle est la gratuité de l'émancipation. Nous vous invitons à venir aux rencontres du TA, le 21 février, soutenir cette proposition de gratuité des transports publics pour l'agglomération grenobloise, mais aussi faire part de votre réflexion.

## LES RENCONTRES DU TRAVAILLEUR ALPIN



VENDREDI 21 FÉVRIER • 18H15

SALLE EDMOND VIGNE • FONTAINE

### AGGLOMÉRATION GRENOBLOISE POUR LA GRATUITÉ DES TRANSPORTS PUBLICS, OUVRONS LE DÉBAT !

**Prises de paroles de responsables politiques, élus, syndicalistes et citoyens.**

Pour donner un nouveau souffle aux transports tout en redistribuant du pouvoir d'achat ; pour une mobilité retrouvée et une plus grande équité de déplacements ; pour se déplacer en toute liberté, en toute égalité.

Redonnons aux transports publics le sens de l'espace commun, du service ; la gratuité des transports offre de nombreux avantages et c'est possible comme le témoignent des agglomérations de plus en plus nombreuses à l'adopter ou l'étudier.

Les rencontres du Travailleur Alpin sont publiques. **Infos : 04 76 87 70 61**

**Vous pouvez signer la pétition pour la gratuité des transports publics en allant sur [38.pcf.fr](http://38.pcf.fr)**



#### Pétition pour des transports publics gratuits

Les communistes de l'agglomération grenobloise proposent une pétition en faveur de la gratuité des transports publics. Celle-ci connaît un réel succès qui démontre que cette proposition répond à une aspiration de la population.

**Notre photo** : les communistes sur le marché d'Eybens.

**ANNIE DAVID, SÉNATRICE DE L'ISÈRE,**  
VICE-PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

## Une loi contre le cumul des mandats



La loi contre le cumul des mandats a finalement été adoptée par l'Assemblée nationale le 22 janvier après une série d'allers-retours ubuesques entre l'assemblée nationale et le sénat, l'une interdisant tout cumul des mandats aux parlementaires, l'autre octroyant aux seul-e-s sénateurs et sénatrices la possibilité de cumul. De quoi donner raison à celles et ceux qui pensent que les politiques sont arcboutés à leurs privilèges.

Une fois n'est pas coutume, je me réjouis de la sagesse des député-e-s qui ont eu le dernier mot ! A compter de 2017 donc, les parlementaires ne pourront plus cumuler leur mandat national avec celui de maire, d'adjoint-e ou de délégué-e, pas plus qu'avec celui de président-e ou de vice-président-e d'une assemblée départementale ou régionale, ni même d'une intercommunalité de quelque niveau ou d'un établissement public local ou d'un conseil d'administration. Mais rien n'empêche qu'ils ou elles soient conseiller ou conseillère municipal, départemental ou régional, sans fonction exécutive. Bref, les député-e-s, sénatrices et sénateurs pourront se consacrer à leur mission parlementaire : voter les lois, contrôler l'action du gouvernement, évaluer les politiques publiques, tout en restant ancrés sur le territoire. Car nul n'est besoin d'être le ou la première magistrat-e d'une collectivité pour entendre et prendre en compte les aspirations et les attentes des citoyennes et des citoyens et pour les représenter. C'est d'ailleurs le lot de nombre d'élu-e-s dont je suis, en particulier celles et ceux qui se trouvent dans l'opposition. Je n'ai personnellement pas souhaité conduire la liste pour les municipales dans ma commune de Villard-Bonnot : difficile d'être en deux lieux en même temps, surtout pas sérieux, ni très respectueux. Mais ma conviction et ma combativité n'en sont pas amoindries pour autant ! Moins de cumul, c'est obligatoirement plus d'élu-e-s prêts à se consacrer à la vie publique, moins d'absentéisme dans l'hémicycle comme dans les collectivités. C'est aussi plus de temps à consacrer à des fonctions de plus en plus complexes, pour maîtriser les enjeux des nouvelles collectivités et pourquoi pas, mettre en œuvre de nouveaux modes de concertation et de débat, pour associer plus et mieux nos concitoyennes et nos concitoyens aux décisions et à l'élaboration des lois. Ce sera sans aucun doute utile face aux collectivités géantes que seront les métropoles et les nouvelles régions !

Je suis pour ma part persuadée que cette disposition répond de plus à une exigence de démocratisation de la vie politique, un premier pas, en quelque sorte, vers une "dé-professionalisation" de la vie politique. Néanmoins, pour que la confiance soit rétablie entre le peuple et ses institutions nationales, représentées par les élu-e-s nationaux, il faudra bien plus que cette simple interdiction du cumul des mandats en nombre, il faudra aussi limiter le cumul des mandats dans le temps, établir la proportionnelle pour toutes les représentations : à l'assemblée nationale, le sénat, les conseils généraux et surtout, assurer une représentation de la population dans toute sa diversité : jeunes, ouvriers, femmes... Cela passe par un véritable statut de l'élu-e permettant à un citoyen élu ou une citoyenne élue de retrouver un emploi ou une formation débouchant sur un emploi à l'issue de son mandat, sans compter que la confiance naît du respect mutuel : il faudra donc aussi s'assurer du respect du rôle de nos assemblées et de la souveraineté populaire !



« PACTE DE RESPONSABILITÉ »

## LA RIPOSTE AUX VŒUX DE FRANÇOIS HOLLANDE

**Le 6 février avait lieu à l'appel de nombreux syndicats une journée nationale interprofessionnelle face au pacte de responsabilité. Le FDG avait appelé à cette mobilisation.**

A Grenoble comme dans beaucoup de villes les syndicats avaient appelé à la mobilisation contre ce mauvais coup fait au monde du travail. Lors de ses vœux aux forces vives, Hollande a détaillé le contenu de son "Pacte de responsabilité". Il a ainsi confirmé les 30 milliards sur 3 ans de baisse des cotisations familiales pour les employeurs, une refonte de la fiscalité pour l'aligner sur les pays européens pour 2020, et la simplification, a posteriori, des démarches administratives des entreprises. Quand aux contreparties, aucun objectif chiffré, notamment en terme de création d'emplois. Le MEDEF demande la confiance... tout un programme.

### Nouvelle marche pour «une fiscalité juste» le 8 février.

Le collectif stop-TVA isérois avait manifesté le 6 février à Grenoble dans le cadre de la journée de mobilisation contre le pacte de responsabilité. Le collectif Stop-TVA, qui regroupe une vingtaine de partis, associations et syndicats comme le Front de gauche, Attac, les Economistes atterrés Solidaires ou le NPA, avait appelé à une nouvelle journée de mobilisation nationale "contre la hausse de la TVA et pour une fiscalité juste". Au lendemain d'une conférence de presse dans laquelle le Président de la République a assumé l'accélération du cours libéral de sa politique et des cadeaux supplémentaires au grand patronat, le collectif "non à la hausse de la TVA" a lancé officiellement sa campagne et ses outils de mobilisation contre la hausse de la TVA et pour une fiscalité juste, écologique et solidaire", a écrit le collectif dans un communiqué. Le collectif a proposé ainsi la tenue d'une vaste campagne de terrain dans toute la France, des collectifs unitaires locaux sur cette question et une journée nationale de mobilisations et manifestations, dont une manifestation à Paris le 8 février. Cette journée de mobilisation fait suite aux manifestations du 1er décembre 2013 qui avaient rassemblé plusieurs dizaines de milliers de participants lors d'une marche devant Bercy, le ministère de l'Economie et des Finances.

## 3 QUESTIONS À

# Henri Darmet

## président de la CNL 38



### TA - Comment la CNL apprécie-t-elle l'évolution de la situation nationale du logement ?

**Henri Darmet :** Disons le d'emblée, elle n'est pas brillante ! Le mal logement règne depuis plusieurs décennies. Au fil des années, le désengagement de l'Etat s'est fait de plus en plus important. Sous Sarkozy, on a plus dépensé pour le privé ; le logement social est devenu le parent pauvre. Un soutien qui ne correspondait pas à la demande des gens d'avoir un logement dans de bonnes conditions. Les engagements de prêts pour construire sont devenus très importants, très chers. La plupart tournent autour de 30 à 40 ans désormais. Par ailleurs, pour construire, il faut maintenant aller de plus en plus loin en périphérie. Les gens s'embarquent de ce fait dans des opérations dangereuses.

L'arrivée de la gauche au pouvoir, avec le ministère Duflot, a voulu modifier quelques cadres. Constatant la grande difficulté des gens, un observatoire fixant des taux plancher/plafond a été mis en place. Mais on part d'une situation élevée. On ne baisse pas les loyers, on les limite, ce qui ne va pas améliorer la situation. On a décidé de plus construire, notamment sur des terrains appartenant à l'Etat ou aux collectivités, mais jusqu'à présent cela n'a pas eu beau-

coup d'incidences.

Le logement social n'est toujours pas mieux financé, mais il est un peu moins sanctionné.

Face aux difficultés de payer les loyers par les personnes en difficulté a été proposée la Garantie universelle des loyers, prévue pour 2016. Mais devant l'activisme des lobbies de propriétaires, la mesure ne sera pas obligatoire !

Face à la dégradation de la situation, nous avons tenté de nous faire entendre. Car il y a toujours 700 000 personnes sans logement et 3 millions et demi de mal logés ! Pour les bailleurs sociaux cela ne va pas mieux, il faut se battre pour augmenter le montant de l'APL (nous avons engagé une campagne de pétitions) et les hébergements d'urgence sont saturés ! La loi Boutin n'est toujours pas revue et il n'y a pas d'effort suffisant engagé.

### TA - Et dans le département de l'Isère ?

**Henri Darmet :** Il y a toujours une grosse demande de logements : 26 100 demandes de logements sociaux sont recensées, dont plus de la moitié dans l'agglomération grenobloise ! Il n'y en a toujours pas assez ! La préfecture, qui possède 25 % des logements sociaux les a repris pour les attributions. Si ce sont

des réponses momentanées aux grandes difficultés, cela ne facilite pas la mixité sociale et contribue à créer des concentrations.

La loi SRU fixait à 20 % la part des logements sociaux dans les communes de plus de 3 500 hts. Le taux est passé à 25 %. Ça ne règle pas le problème pour autant car il y a déjà 15 communes dans l'agglomération qui ne sont pas dans les clous et jusqu'à présent les pénalités encourues les laissent de marbre !

Le problème auquel nous sommes particulièrement confronté est la montée des charges, notamment en liaison avec le chauffage. Nous connaissons une montée de la mobilisation sur ces sujets, d'autant que c'est souvent lié à l'état des logements, au manque d'isolation thermique. Il y a actuellement une grosse controverse sur le chauffage urbain dans l'agglomération, avec la Compagnie de chauffage qui bénéficie d'une délégation de service public. De ce fait, ce sont les usagers qui paient les investissements, mais qui n'ont pas de retombées quant aux bénéfices engrangés. Il a fallu que l'on constate que cela se passait mal pour que les communes délégataires y mettent leur nez. On a bataillé pour que tout cela devienne plus transparent.

Les dossiers concernant les factures d'électricité ou d'eau motivent également notre activité. Les gens en difficulté financière à cause de leurs loyers deviennent de plus en plus nombreux, le Conseil général est obligé de payer de plus en plus d'aides financières. On arrive souvent à plus de 30 % du budget familial pour le logement !

### TA - Quelles sont vos actions prioritaires ?

**Henri Darmet :** Le logement est une grande question nationale qui est traitée de manière trop diffuse sur le territoire. Les gens en grande difficulté ne peuvent souvent trouver que quelques communes pour les aider. Il y a une dispersion des moyens qui ne les aide pas. C'est pourquoi nous réclamons que soit mis en place un service national du logement.

Mobiliser là-dessus n'est pas évident. Il y a beaucoup d'impuissances locales et de lobbies mal intentionnés. La récente loi ALUR (Accès au logement et un urbanisme rénové) n'apporte que des retouches à la réglementation actuelle. Nous estimons qu'il faut un véritable encadrement des loyers et une véritable sécurité sociale du logement. Pour cela, nous demandons le gel des loyers pour 3 ans sur tout le territoire et dans tous les secteurs locatifs ; la construction de 250 000 logements véritablement sociaux chaque année ; la revalorisation de 25 % des aides personnelles et la prise en compte dans le calcul de la totalité du coût des charges locatives ; l'arrêt de toutes les saisies, expulsions, coupures d'eau, de gaz, d'électricité ; l'abrogation de la loi Boutin ; le versement de 100 % de la collecte du livret A pour la construction de logements sociaux.

Concrètement, notre implication au quotidien insiste sur la formation afin de donner à chacun des outils pour mieux se défendre. Formation pour expliquer les charges afin que les gens s'approprient ce qui leur est demandé. Former des gens est indispensable car nous avons plus de 120 amicales et il nous est impossible d'être partout. Nous formons aussi nos adhérents pour favoriser leur intervention. Nous sommes enfin dans un plan de formation quant aux économies d'énergie en partenariat avec les bailleurs.

**PROPOS RECUEILLIS  
PAR MAX BLANCHARD**



# L'AVORTEMENT EST UN DROIT FEMMES D'ESPAGNE, DE FRANCE ET D'AILLEURS, UNIES DANS LE MÊME COMBAT !

Les féministes espagnoles organisaient une manifestation à Madrid le 1<sup>er</sup> février. A Grenoble, comme dans de nombreuses villes, une manifestation à l'appel d'un très grand nombre d'organisations avait lieu à cette date en soutien à cette manifestation. Le sens de cette mobilisation : lutter pour une Europe où toutes les femmes pourraient disposer librement de leur corps sans contrainte étatique et religieuse et qui intègre ces droits à la charte européenne des droits fondamentaux ; et soutenir le combat des femmes espagnoles pour conserver l'acquis qu'elles ont gagné de haute lutte remise en cause par Rajoy président du gouvernement espagnol. Le PCF souligne à nouveau la gravité de la situation concernant le respect des droits sexuels et reproductifs, dont l'IVG, en France et en Europe. Le PCF s'oppose aux velléités du gouvernement espagnol



qui s'apprête à adopter la législation la plus rétrograde en matière de droit à l'avortement depuis des décennies. Cette menace pour les femmes d'Espagne s'additionne à des régressions effectives en Pologne et dans d'autres pays européens. Le rejet du rapport Estrela par le Parlement européen en décembre confirme ces dérives extrêmement dangereuses pour

une Europe qui se prétend fondée sur le respect des droits humains. Le PCF combat pour une Europe qui garantisse le droit à la maternité choisie et appelait en France, en Espagne et ailleurs en Europe, à être dans la rue le 1<sup>er</sup> février pour rappeler que l'avortement est un droit pour toutes. Très peu d'information sur cette manifestation du 1<sup>er</sup> février de la part des grands médias qui avaient préféré largement annoncer la manifestation ultra-réactionnaire du 2 février contre le mariage pour tous. **GF**

## CHRONIQUE

### Solidarité européenne avec les femmes espagnoles par Marie-Christine Vergiat, députée européenne, GUE-GNL



Le 20 décembre dernier, le gouvernement espagnol a adopté un projet de loi « de protection des droits de l'enfant à naître et de la femme enceinte » qui restreint le droit à l'avortement aux cas de viol ou de risque grave pour la santé physique ou mentale de la mère. Cela ramènerait l'Espagne dans le camp des quatre pays européens ayant les législations les plus aberrantes en ce domaine. À Malte et à Chypre, le droit à l'avortement est totalement interdit. En Irlande, l'avortement n'est autorisé qu'en cas de « risque réel et substantiel » pour la vie de la mère. Et même si le droit irlandais a très légèrement évolué après le scandale, en octobre 2012, de la mort de Savita Ha-

lappanavar, il reste l'un des plus réactionnaires de l'UE, n'autorisant même pas l'avortement en cas de viol. En Pologne, le gouvernement a tenté d'aligner le droit sur la pratique très conservatrice du corps médical, après avoir été condamné par la CEDH, mais a échoué devant le Parlement. Dans de nombreux pays européens, les ultras mènent la bataille au nom du droit à la vie. Ce sont eux qui se sont opposés au mariage pour tous en France et ont empêché l'adoption au Parlement européen du rapport Estrela sur la santé et les droits sexuels et génésiques à coups de caricatures et de men songes éhontés. Le projet du gouvernement Rajoy ramène les femmes espagnoles plus de trente ans

en arrière. Nous savons tou(te)s que l'interdiction de l'avortement condamne les femmes les plus pauvres, qui n'ont pas les moyens d'avorter à l'étranger, à la misère des avortements clandestins au risque de mettre en danger leur santé et leur vie. L'avortement clandestin est une violence pour les femmes. Le droit de disposer de son corps doit être défendu partout en Europe. Nul n'est obligé d'avorter. Nul ne peut imposer ses choix, notamment religieux, à l'ensemble des femmes d'un pays. On sait où sont les idéologues. Faire reculer les droits des femmes, c'est faire régresser l'ensemble de la société. Soyons tou(te)s dans la rue en solidarité avec les femmes espagnoles.

# POUR QUE LE SPORT SOIT ACCESSIBLE À TOUTES ET À TOUS

Enjeu social, levier pour l'émancipation, le sport est un droit et non pas, une marchandise. Comment faire partager cette visée aux pratiquants eux-mêmes, aux parents d'élèves qui le finance à 47 %, aux éducateurs, encadrants bénévoles qui se dépensent sans compter. Samedi 25 janvier à Pont de Claix, élus, syndicalistes, militants sportifs et politiques ont débattu durant six heures de la réforme des rythmes scolaires, des équipements sportifs, de la démocratie associative. **Extraits.**

## RYTHME SCOLAIRES



**Alexandre Majewski**, « La réforme des rythmes scolaires comporte des risques que le SNEP-FSU (syndicat majoritaire des enseignants d'EPS) dénonce et propose une alternative qui repose sur quatre objectifs : un sport émancipateur, l'égalité d'accès, une culture sportive, le principe du « tous éducatifs ». Nous devons refonder un service public du sport ».



**Jacqueline Madrennes**, « L'éducation populaire est constitutive de nos orientations. On organise le temps libre avec des centres (8 à Échirolles), le souci d'éduquer à l'environnement à travers les activités physiques. On est entré dans la réforme des rythmes scolaires dès 2013 en tant qu'occasion d'approfondir la réflexion et l'action sur la continuité éducative dans la ville, dans l'attachement au caractère national du service d'éducation. Le principe, pour nous, c'est d'utiliser au mieux les ressources de notre territoire pour maintenir et consolider le lien social ». (...)



**Jean-Paul Tournaire**, « L'insuffisance des équipements mesurée en fonction des besoins de pratique, va croissant. On assiste à un vieillissement des installations dont beaucoup sont à réhabiliter. Il n'y a pas de politique nationale concernant les équipements sportifs, comme il n'y a plus, de direction nationale Jeunesse et Sports. Ainsi, 27% des crédits d'équipements provenant du CNDS sont consacrés aux piscines, soit 15 millions d'euros, pour toute la France. Une somme ridicule. Les départements et régions ont la première responsabilité pour fournir les équipements nécessaires pour le primaire et le secondaire, qui peuvent ou pourraient servir aux associations ».



**Georges Elzière**, « Pour les sports de pleine nature, l'accès aux espaces de pratique se pose aussi. La coupure (entre ceux qui l'ont et les autres) est aussi radicale. Comment prendre en charge collectivement l'accès à ces pratiques ? Pour la totalité de la France et des activités, le modèle est celui de l'accès payant et privatisé, y compris avec biens publics gérés ou revendus à des particuliers en raison de la pression financière, de l'endettement. Il nous faut maintenir les investissements des collectivités locales et empêcher les solutions de la privatisation ».

## Une journée réussie

Cette journée de réflexion organisée par le collectif Sport, intitulée : « pour que le sport soit accessible à toutes et à tous », a réuni 31 participants, élus, militants associatifs, syndicalistes du SNEP-FSU, de la CGT, membres de la Gauche unitaire, Gauche anticapitaliste, de PAG, du PCF, du PG, venus de Grenoble, Vienne, Saint-Martin-d'Hères, Échirolles, Claix, Entre-Deux-Guiers, Domène, Fontaine, Varcès.

## VIE ASSOCIATIVE, DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE, ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ

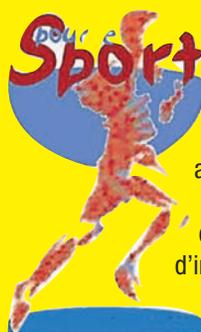


**Jean-Luc Refuggi**, « Les gens partent du constat : rien ne changera, rien n'est possible, toute lutte est impossible. Comment éclairer l'horizon et se mobiliser ? La démocratie doit devenir constitutive de la vie sportive – plus représentative des populations concernées, en tant qu'acteurs et non de comme consommateurs. Comment associer aux prises de décision les adhérents des associations pour bâtir une démocratie d'intervention ? La vie associative est un élément pilier de la démocratie, dit le Front de gauche, mais sur le terrain il y a des difficultés. Où en est la dynamique des offices municipaux des sports, y compris dans les villes Front de Gauche ? »



**Antonietta Pardo Alarcon**, « Pour ce qui est de la médiatisation du sport féminin, il y a un plafond de verre. Il y a 43% de femmes et 57% d'hommes parmi les pratiquants. Pour les licenciés, il y a trois fois moins de femmes, pour la compétition, il y a quatre fois moins de femmes. Les freins sont matériels mais aussi religieux, communautaristes. C'est par l'école que les femmes sont été amenées à la pratique ».

**Successivement, sont intervenus dans la discussion :** Bruno Diaz, Sadok Bouzaïene, Gérard Beck, Nicolas Amodio, Anne-Marie Gueguen, Christian Robillard, Dolorès Gomariz, Carole Exbrayat, Antoine Back, François Perez.



## Initiatives à venir :

Retrouvez le compte rendu des échanges sur le site Web <http://sport.pcf.fr>.

Le collectif publiera une lettre d'information adressée aux élus et parlementaires.

Le 30 juin prochain, la ministre de la Jeunesse et des Sports présentera une loi cadre. Il s'agit d'inviter les acteurs du sport de contribuer à son élaboration. Pour toutes informations : [francois.perez680@orange.fr](mailto:francois.perez680@orange.fr)

# MAURICE AUDIN A-T-IL ÉTÉ EXÉCUTÉ SUR ORDRE DU GÉNÉRAL MASSU ?

La vérité sur la mort de Maurice Audin, du journaliste Jean-Charles Deniau affirme que le militant communiste a été exécuté sur ordre du général Massu et avec l'assentiment du pouvoir politique de l'époque. Le journaliste et réalisateur fait paraître « La Vérité sur la mort de Maurice Audin » qui retrace les derniers moments du jeune mathématicien arrêté par l'armée française le 11 juin 1957 et officiellement "porté disparu" depuis. Se fondant sur les témoignages du général Aussaresses, recueilli juste avant la mort de celui qui avait avoué la torture durant la guerre d'Algérie, ainsi que d'un de ses sous-officiers, Jean-Charles Deniau explique que le général Massu a donné l'ordre à ses hommes d'exécuter Maurice Audin. Celui-ci a été emmené dans les environs d'Alger, poignardé et enterré là.

Dès la mort de Maurice Audin, le couvercle s'est abattu sur l'histoire et Massu, qui était à la tête de l'équipe, a fait en sorte que rien ne sorte. Et le scénario de la disparition et de l'évasion a été monté immédiatement et a tenu depuis", résume Jean-Charles Deniau. Interrogée par France Inter, Josette Audin, veuve de Maurice, a mis en doute la validité des confessions posthumes d'Aussaresses. "Il a passé sa vie à mentir quand il ne la passait pas à tuer des Algériens. Cette

vérité, la saura-t-on un jour? Je suis sceptique à ce sujet. «L'État français doit faire face à ses responsabilités»

Saura-t-on jamais la vérité sur l'assassinat de Maurice Audin pour reprendre les propos de Josette Audin? Conformément à l'engagement de François Hollande, des archives déclassifiées ont bien été remises à sa veuve, Josette

Audin, par le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian. Comme on pouvait s'y attendre, ces documents n'ont pas parlé. Il est peu probable qu'il existe encore des traces écrites témoignant d'un ordre d'exécution de Maurice Audin. Mais il est un terrain sur lequel des gestes politiques sont toujours attendus, c'est celui de la reconnaissance officielle de ce crime d'État.



Maurice Audin et son épouse Josette, à Alger

## Belle soirée d'hommage à Nelson Mandela

Le lundi 21 janvier, avait lieu une soirée d'hommage à Nelson Mandela organisée par l'UEC (Union des étudiants communistes) et le MJCF (Mouvement des jeunes communistes) de l'Isère. Il ne s'agissait pas, ce soir-là, d'ajouter une cérémonie de plus au festival de mauvaise fois que nous ont offert les «grands» de ce monde mais d'organiser un temps d'échange fort entre générations de communistes, un moment de transmission.

Après un mot d'introduction de deux jeunes communistes et du secrétaire départemental du PCF, le film «Goodbye Bafana», film qui raconte la vie du gardien de prison dont la mission était de surveiller Mandela, fut projeté avant de laisser place aux échanges entre générations.

En effet, de nombreux anciens militants de la JC et de l'UEC étaient présents et ont pu témoigner du combat victorieux des communistes pour la libé-

tion de Mandela. Les jeunes communistes ont joué un rôle capital pour sa libération dans un combat qui dura 27 ans mais durant lequel ils n'ont jamais baissé les bras. Chacun apportât avec lui une anecdote, un poème ou un objet qu'il partageât avec les jeunes militants présents.

Ce moment d'hommage fut aussi l'occasion de réaffirmer des valeurs. Chaque participant à conscience que le combat pour la libération de Madiba allait au-delà de l'homme lui-même, c'était un combat contre la tyrannie, contre l'impérialisme et la colonisation. Ce combat n'est toujours pas terminé, d'autres victoires sont encore à arracher contre l'impérialisme comme, par exemple, la libération de Marwan Barghouti et des prisonniers politiques palestiniens, symbole de l'occupation et de l'arbitraire de l'État d'Israël. Si nous devons retenir une chose du combat de Mandela, c'est qu'aucune cause n'est jamais perdue si elle est juste, les jeunes communistes ont toujours été à l'avant-garde du combat contre l'impérialisme et compte bien le rester.

Nelson Mandela nous a quitté mais ses idées et ses combats restent toujours parmi nous et, comme disait Victor Hugo : «L'homme est à terre mais l'idée est debout»

■ AURÉLIEN F., POUR LE MJCF ISÈRE



# SYRIE : QUE PEUT-IL SORTIR DE LA CONFÉRENCE DE PAIX ?

Lors de la session au Conseil régional d'octobre 2013 François Auguste (Groupe Front de Gauche : Communistes, Parti de Gauche, Gauche Unitaire & Partenaires) est intervenu sur ce dossier.

**Une des plus graves crises humanitaires**  
Aujourd'hui, la guerre est toujours là : au moins 130000 morts, des centaines de milliers de blessés, des millions de personnes déplacées, des villes assiégées. Selon l'ONU, plus de 10 millions de civils ont besoin d'une aide d'urgence en Syrie et dans les camps. C'est dire l'importance de trouver une solution politique pour le peuple syrien.

## Des acteurs majeurs exclus de la conférence

Mais, comme le dit Haytham Manna, un des animateurs pour le Comité national pour un changement démocratique en Syrie (CNCD), dans un entretien paru dans l'Humanité du 22 janvier : « Les préparatifs de la gestion de Genève 2 ont officialisé la transformation de la révolution syrienne d'un conflit socio-politique pour le changement démocratique à un conflit géopolitique sur la Syrie ». En effet, les Américains, au travers de Robert Ford, chargés de composer la délégation de l'opposition au régime de Bachar Al Assad, n'ont, d'une part, réussi à réunir que moins de la moitié des forces composant la Coalition nationale syrienne (pratiquement seulement ceux aidés et financés par l'Arabie Saoudite). D'autre part, toutes les forces de l'intérieur ont été exclues, notamment le CNCD, le Forum démocratiques et d'autres groupes représentatifs, ainsi que les organisations kurdes (15% de la population) qui ont mis en place dans leur région, le Rojava, trois zones autonomes où la population a pris en main la gestion des affaires publiques. « L'important pour R.Ford n'était pas la représentativité du peuple syrien, mais d'avoir une délégation syrienne sous tutelle », prévient H. Manna.

Dans ces conditions, qui peut croire que la conférence peut déboucher sur une « transition démocratique » ?

## L'influence croissante des Islamistes : une aubaine pour le régime Al Assad

La situation a évolué avec l'importance prise par les groupes islamistes au sein de la rébellion. L'opposition est moins assurée, confrontée sur le terrain aux groupes islamistes les plus violents, les mieux formés et armés, souvent liés à Al Qaida. La plupart de ces groupes ont refusé d'être présents à la conférence et n'ont pas l'intention d'en tenir compte.

A l'inverse, le pouvoir syrien est à l'offensive, mettant en avant la « lutte contre le terrorisme », rencontrant sur ce point les inquiétudes des Etats-Unis et de la Russie quant à la puissance montante des djihadistes au Liban et en Irak. Après les premiers jours de la conférence, les commentateurs soulignent l'effet d'aubaine de cette situation pour Bachar Al Assad qui n'hésite pas à afficher son intention de se porter

candidat à sa succession. Quant aux pourparlers entre le régime et son opposition tronquée, ils sont encore loin de la question du cessez-le-feu, se limitant à évoquer l'ouverture de couloirs humanitaires ô combien nécessaires.

La France, et c'est tant mieux, parle aujourd'hui de « solution politique ». Son attitude pourrait être fructueuse, si elle aidait à réunir l'opposition syrienne, pas seulement la Coalition nationale, mais le CNCD, les partis kurdes et toutes les formations progressistes de l'intérieur.

■ FRANÇOISE PARISEL

# LA GRANDE PAIX HUMAINE EST POSSIBLE.

*Jean Jaurès*

## Centrafrique : une situation hors de contrôle dans un pays sous tutelle

Le 10 janvier, l'ex-président M. Djotodia était « débarqué » par le Sommet des Etats d'Afrique centrale pour incompétence à mettre fin aux tueries qui ont plongé le pays dans une crise humanitaire, avec des centaines de milliers de déplacés, dont 400 000 à Bangui. Il avait renversé en mars 2013 le régime de F. Bozizé, en s'appuyant sur la coalition rebelle Séléka, à dominante musulmane, dont les exactions en toute impunité contre la population majoritairement chrétienne du pays, ont déclenché une spirale de violences interconfessionnelles et ajouté au désastre social.

Depuis décembre, début de l'intervention militaire française (Sangaris) aux côtés des forces africaines (MISCA) pour rétablir la sécurité dans le pays, les violences ont fait plus de 2 000 morts et un million de déplacés, selon l'ONU.

L'élection, le 20 janvier de la nouvelle Présidente Catherine Samba-Panza a suscité l'espoir. Mais les exactions se poursuivent au centre même de Bangui. A l'intérieur du pays, des combats, des actes de représailles sont signalés entre les éléments de la Séléka qui tentent de regagner leurs fiefs du nord et de l'est du pays et des groupes de militaires « anti-balaka » qui progressent dans tout l'Ouest.

Le 20 janvier, l'UE approuvait le principe d'une opération militaire, sous encadrement français, dont les forces (1000 soldats) resteraient concentrées à Bangui. Le 26 janvier, les Etats-Unis ont fait savoir qu'ils envisagent des sanctions ciblées contre les auteurs des violences. Parallèlement, s'ouvraient à Addis-Abeba, le 27 janvier, le 22ème sommet de l'Union africaine (UA). Si le thème officiel en est l'agriculture et la sécurité alimentaire, il y sera surtout question des guerres et crises actuelles, notamment la Centrafrique, le Sud Soudan et le Mali.

Pour la Centrafrique, les discussions aborderont la transformation de la MISCA en opération de maintien de la paix de l'ONU. Les Etats membres de l'UA semblent réticents, d'autres parties, dont la France et les Etats-Unis, poussent à un changement rapide. Un membre de l'Observatoire centrafricain des droits de l'homme, plaidait le 26 janvier en faveur de cette solution, qui, selon lui, apporterait à la force actuelle les moyens humains, matériels et financiers qui manquent à la MISCA. A suivre.

■ FRANÇOISE PARISEL

## Virtuel ?

PAR JEAN-CLAUDE LAMARCHE

**ÉDITO** A l'occasion des vœux qu'elle a présentés à la presse le mardi 21 janvier, la ministre de la culture, Aurélie Filippetti, a redit ce que pèse le secteur de la culture dans l'économie de la France : 670 000 emplois, une valeur ajoutée qui représente environ 3,2% du PIB, « autant que l'agriculture, deux fois plus que les télécoms, sept fois plus que l'industrie automobile... ». Elle a mis en exergue le combat pour l'exception culturelle mené par la France confrontée aux prétentions états-unienues. Combat peut-être provisoirement gagné, ou plutôt pas perdu pour le moment.

Elle ne s'est pas attardée sur les deux années successives de réduction de son petit budget de la culture, d'autant que le rappel du poids économique du secteur souligne cruellement les contradictions d'une politique qui reste soumise aux diktats du grand patronat et des spéculateurs financiers. Elle n'a pas non plus fait la clarté sur le désengagement progressif de l'Etat et le report de la responsabilité des politiques culturelles sur les collectivités territoriales, les régions en particulier. Un transfert qui s'inscrit petit à petit dans la loi, hors de tout débat public, « en douce ». Et dans un contexte de réduction des moyens transférés aux collectivités qui devront choisir entre l'augmentation des impôts locaux et la réduction de la part des budgets alloués à la culture. Cette deuxième voie étant d'ores et déjà privilégiée.

Madame Aurélie Filippetti s'est présentée comme « la ministre qui aura fait entrer le ministère de la culture dans l'ère du numérique ». Comme si les créateurs ne s'étaient pas déjà emparés de l'outil informatique et comme si la vraie révolution culturelle consistait à numériser les catalogues et les ouvrages des bibliothèques pour qu'on puisse ainsi les consulter sur sa tablette et même sur son téléphone portable.

Craignons qu'au-delà de son entrée dans l'ère du numérique, et pour cause d'austérité maintenue et aggravée, le ministère de la culture et son budget ne s'enfoncent dans l'ère du virtuel !

**Erratum :** Dans l'édition du TA de janvier, une malencontreuse erreur typographique a rendu incompréhensible le dernier paragraphe. Il fallait lire  $15^2 + 22^2 + 24^2 + 27^2$ , somme de quatre carrés qui est égale à 2014. Et la fin : « barrer la route au Front national ».

## MUSÉE DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DEPORTATION MAISON DES DROITS DE L'HOMME

### Une exposition temporaire

#### L'automne 1943

#### Résistance et répressions

L'automne 43 constitue un moment charnière dans l'histoire de la Seconde Guerre mondiale en Isère. Début septembre, dans le contexte de l'armistice signé par Badoglio en Italie, les troupes allemandes occupent la totalité du département en lieu et place de leurs anciens alliés italiens. S'ensuit une répression sans précédent contre la Résistance, mais aussi contre la population juive qui ne s'achèvera qu'avec la Libération du département à la fin août 1944.

**Jusqu'au 19 mai 2014**

**Tous les jours sauf le mardi matin**

**Entrée gratuite**

### Des rencontres, des spectacles

#### Lundi 17 mars à 18h30

#### Conférence-débat -

#### Le 70e anniversaire du programme du CNR



Adopté à l'unanimité par l'ensemble des membres du Conseil national de la Résistance, le 15 mars 1944, dans un Paris occupé, le programme du CNR est un texte aux objectifs essentiels. Régulièrement évoqué ces dernières années pour rappeler les conquêtes sociales de la Résistance, le programme du CNR est devenu aujourd'hui l'objet de véritables enjeux politiques et mémoriels.

Avec Laurent Douzou, professeur d'histoire contemporaine à l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon.  
**Espace Schalcher : 89, avenue de Grenoble à Seyssins**

#### Judi 27 mars à 18h30

#### Inconnu à cette adresse

#### Avec la conteuse Claudie Rajon

Spectacle inspiré du roman de Kressmann Taylor

Ils sont deux,

Deux amis,

L'un est allemand et l'autre juif américain

L'amour de l'art les réunit...

Mais la montée du nazisme va bouleverser leur amitié, leurs relations, leurs vies.

**Palais du Parlement, place Saint-André à Grenoble.**

#### Judi 10 avril à 18h30

#### Rwanda, un cri d'un silence inouï

#### Film documentaire d'Anne Lainé

(2003, 52 minutes)



Au Rwanda, neuf ans après le génocide des Tutsi, les souffrances qu'endurent des centaines de milliers de personnes rescapées du génocide entravent les stratégies de reconstruction de la société. Les coups de machettes ont blessé, mutilé. Le viol systématique des femmes et des petites filles a propagé le sida. Et partout il y a cette plaie béante qu'est la souffrance traumatique. En se situant délibérément sur le terrain de la subjectivité des victimes, ce film fait entendre un cri qui n'eut comme écho à l'époque que le silence inouï de la communauté internationale.

Dans le cadre du 20ème anniversaire du génocide des Tutsi du Rwanda

Avec la participation d'Anne Lainé, réalisatrice et d'Emmanuel Rugema, président de l'association Ibuka Rhône-Alpes et rescapé du génocide.

**Palais du Parlement, place Saint-André à Grenoble.**

**Entrée libre dans la limite des places disponibles pour les trois manifestations.**

### Un livre

#### Gaston Valois

#### La République à en mourir

Par Gil Emprin, historien

Chef régional des Mouvements unis de la Résistance, ancien maire et conseiller général de Tullins, le docteur Gaston Valois trouve la mort au cours de la « Saint-Barthélemy grenobloise ». Pourtant son parcours demeure largement ignoré. Cet ouvrage inaugure une nouvelle collection Parcours de résistants dont l'objectif est de raconter l'histoire des principales figures de la Résistance iséroise.

### Un film

#### La traque de la Résistance

#### La « Saint-Barthélemy grenobloise »

Edité en DVD (2013, 35 minutes)

Fin novembre 1943, quelques-uns des principaux responsables de la Résistance iséroise tombent sous le feu d'une équipe de collaborationnistes lyonnais dirigée par Francis André (« Gueule tordue »). Au-delà des faits, le film entend proposer une réflexion sur les usages de la mémoire de la Résistance dans notre société actuelle.

## SORTIR

En mars, place à la danse et au rire. Place aux artistes qui savent nous stimuler, nous rendre heureux... l'espace d'une soirée, et peut-être plus. Place à la satire ! Haro sur le profiteuse sans scrupule version Papagalli ! Quand les artistes s'emparent de la crise financière !

[Régine Hausermann]



### Ballet Preljocaj

Un chorégraphe attachant et étonnant. Une figure majeure de la danse contemporaine. Qui n'a pas vu sa version de « Blanche-neige » s'est privé d'un grand bonheur !

Royaume Uni

Pièce pour quatre danseuses, princesses guerrières en lutte contre un milieu trop masculin.

Le Sacre du printemps

« Lorsque j'écoute le Sacre du printemps d'Igor Stravinsky, véritable lame de fond de la musique du 20<sup>ème</sup> siècle, il me semble que ce qui transpire de l'œuvre, relève autant de l'ordre de la fascination que d'une terreur ancestrale. Cette musique n'a de cesse de charrier la lente montée du désir, en même temps qu'une sorte de panique contenue. » Angelin Preljocaj

*La Rampe - Echirolles*

*Me. 26 et Je. 27 février à 20h*

### Frontière(s)

Danse hip-hop pour 8 danseurs.

La chorégraphe Kadia Faraux fait plonger les jeunes dans l'espace de la création qui permet la transformation des blessures en œuvres d'art. Travail d'endurance sur les chemins de la réconciliation.

*L'Heure Bleue - SMDH*

*Mercredi 19 mars à 20h*



### Les ballets jazz de Montréal

Une compagnie de renommée internationale.

**Zero inon** : Duo énergique et puissant sur une musique de Philip Glass.

**Night box** : La ville, la nuit, rythmes et musiques, lumières incessantes, trépidation urbaine.

**Harry** : L'homme au cœur des conflits sur fond de jazz et de folklore israélien.

*La Rampe - Echirolles*

*Mardi 25 mars à 20h*

### Don Quichotte du Trocadéro

Chorégraphie, scénographie et conception vidéo

de José Montalvo

« Un antidote à la grisaille dévorant les esprits et les corps ».

José Montalvo se souvient du Don Quichotte de son enfance mais aussi du ballet de Marius Petipa (1869) avec qui il établit un dialogue facétieux.

Entre hommage et dérision, le chorégraphe pioche détourne le répertoire classique pour lui insuffler un ton léger et jubilatoire.

Hip-hop, classique ou flamenco portés par quatorze danseurs se combinent dans un maelström parodique flamboyant.

*MC2 - Grenoble*

*Du 25 au 28 mars*

### La Position de l'autruche

Conception et mise en scène de Serge Papagalli

« Si la société continue à se cacher la tête dans le sable, elle mettra son fondement en danger ». Ainsi s'entend le titre de la pièce. Puisqu'on mène une politique de l'autruche qui ne condamne pas les responsables des crises économiques actuelles, donnons un bon coup de pied à l'animal pour dégager tous ces nuisibles et mal-faisants.

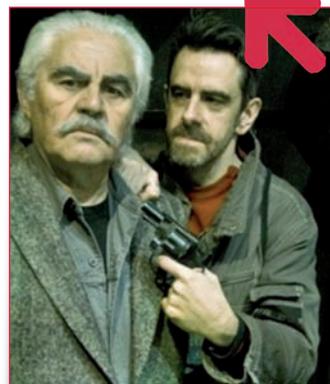
En voici un beau spécimen : ce type a fait fortune sans trop regarder à la morale. Il vient donner, à la demande générale, une conférence sur les bienfaits de la quête frénétique de l'argent. Il est brutalement pris en otage par un homme révolté qui veut l'empêcher de nuire...

En fervent admirateur du cinéma italien des années soixante, le Dauphinois Serge Papagalli, sait qu'il n'est

pas de bon rire qui ne s'appuie sur une donnée tragique. Il a conçu sa pièce comme un exutoire noir et rieur à la fois. Tragédie burlesque, d'autant plus parlante que, sur la scène, il assume en personne le rôle du financier véreux.

*MC2 - Grenoble*

*Du 18 mars au 5 avril*



# Quel musée visiter gratuitement ?



# isere.fr

CLIQUEZ  
DÉCOUVREZ !

